

ENVIRONNEMENT : **UN IDEAL FRANÇAIS DANS UN CŒUR LANGUEDOCIEN**

Certains « milieux autorisés » perçoivent un « frémissement » dans l'opinion, annonçant un score électoral prometteur au Front National. C'est pourquoi nous entendons peser de tout notre poids et que nous partons, confiants, à l'assaut de la présidence de l'Hôtel de Région afin d'éliminer les dérives politiciennes et fiscales dont sont victimes nos concitoyens et de mettre en place les grands axes de notre programme politique, notamment sur ce que certains appellent « l'écologie ou le développement durable » et que nous nommons « **Politique écologie de l'Environnement, de l'Economie, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture et de la Viticulture, des Transports, de l'Urbanisme, de la Chasse, de la Pêche, des Energies renouvelables, de la Ruralité et de la Défense du patrimoine et de la Personne** » :

Ce vaste sujet implique que nous ayons une véritable réflexion sur l'impact négatif que nous « infligeons » à notre environnement et la volonté d'en atténuer les effets ; mais cette volonté doit aussi nous amener à chercher et trouver de nouvelles solutions, de nouvelles énergies propres, de nouveaux aménagements...

Partout où cela est possible, dans le respect de la légalité, nous appliquerons le **PROGRAMME DU FRONT NATIONAL**

1. MOINS D'IMPÔTS:

« L'écologie a toujours été une notion de « droite », conservatrice avec la préservation du terroir, des traditions... »

Depuis 1972, le Front national a toujours entretenu une véritable réflexion sur « l'Ecologie ». Mais ce que certains entendent par « Développement Durable » est à l'opposé de ce qui est vital pour notre Région, notre Pays, notre « planète ».

C'est pourquoi nous préférons parler de « **POLITIQUE ECOLOGUE** ».

Il nous faudra tout d'abord, dénoncer l'imposture catastrophiste et combattre la dictature fiscal-mondialiste que l'on tente de nous imposer.

Car ce n'est pas à messieurs Hulot, et autres Arthus-Bertrand, tous plus scientifiques les uns que les autres de nous donner des leçons de vie et d'ordre mondialiste!

Rappelons ainsi le scandale des « accords de Kyoto » qui n'est ni plus ni moins qu'un droit à polluer (sur les bases de quotas) donné à tous les pays ! Relevons enfin que certains pays moins industrialisés que les autres peuvent ainsi « vendre » leur « quota autorisé de pollution » à d'autres pays fortement industrialisés qui devraient sinon payer une amende plus chère...

Ce qu'il faut savoir et retenir, c'est que la « bourse d'échange » des droits d'émission de CO2 brasse 120 milliards de dollars par an. Que cela représente un super-marché super-virtuel qui devrait faire réfléchir certains sur la sincérité et l'efficacité de cet impôt.

Ajoutez à cela que José-Manuel Barroso, s'appête à lancer lui aussi un « Plan Climat » dont le coût s'élèvera à 3 euros par personne et par semaine jusqu'en 2020...

Nous l'avons déjà dit et dénoncé : le réchauffement climatique est une affaire qui marche, lucrative et extrêmement rentable.

Enfin, cerise sur le gâteau (le gros gâteau que partage Monsieur Sarkozy avec ses amis) : la « Taxe Carbone ». Comme d'habitude, cet impôt inique frappe avant tous les revenus les plus modestes, ceux qui ne peuvent s'offrir une coûteuse voiture électrique, qui ne peuvent habiter, par exemple, dans l'agglomération de Montpellier et sont obligés de faire des kilomètres pour aller travailler et rentrer chez eux, ceux qui sont chauffés au fioul dans des habitations en location, ceux qui ne peuvent pas non plus se payer un toit en photovoltaïque... ! Moyennant quoi, nous apprenons aujourd'hui, par le Conseil Constitutionnel qui le « relève », que les plus grosses entreprises les plus polluantes (et pourtant les plus « rentables ») en étaient exonérées ! [De qui se moque t-on ? S'agit-il de sauver la planète ou, une fois de plus, ou de faire payer toujours les mêmes ?] CQFD

C'est cette dictature d'une nouvelle religion que nous osons réfuter, qu'elle soit mondialiste pour les écologistes trotskistes-liberticides ou ultra-libérale et juteuse pour les autres.

Tout ce que veulent les Verts (pour des raisons électoralistes) et Sarkozy (pour des raisons éminemment rentables) c'est nous imposer leur dictature et faire de nous des vaches à lait juste bonnes à traire.

Moins d'impôts, c'est l'un des objectifs essentiels de notre mouvement afin de soulager nos concitoyens de ce fardeau toujours plus lourd qui obère leur pouvoir d'achat et mine significativement leurs revenus et leur niveau de vie.

Nous entendons donc cesser ces rackets, en **gérant** mieux bien sûr le budget régional, par la prise en compte d'une **transversalité** évidente en matière de politique écologique, et en **misant sur la recherche** de nouvelles technologies, de nouveaux moyens, sur des objectifs pragmatiques et ambitieux, en **préservant et en entretenant notre patrimoine**.

2. LUTTER CONTRE LA FRACTURE REGIONALE :

Creusée par les politiques régionales qui se sont succédées depuis quelques décennies, et amplifiée demain par les objectifs et projets annoncés par nos adversaires politiques.

A l'heure où l'on a beaucoup parlé du « réchauffement climatique », pour parler aujourd'hui du « changement climatique » (révélant en cela l'incertitude totale dans laquelle se trouvent ceux qui s'autoproclament « spécialistes » ou « scientifiques »), nous mettrons en place une véritable politique de lutte contre l'insécurité environnementale qui touche et menace notre région et ses habitants et contre tous les impacts humains et économiques qu'elle entraîne.

A. Aménagement du Territoire - Urbanisme : « *Améliorer la qualité de vie en aménageant durablement notre territoire* »

- Nous promovons une architecture douce et humaine, respectueuse de l'environnement bâti ou naturel, et rééquilibrerons l'offre de logement par l'accroissement des grands appartements pour permettre aux familles nombreuses françaises de s'installer.

- Nous contribuerons à la restauration de l'habitat ancien.

- Dans le cadre de la Politique de la Ville, si nous continuons de nous y impliquer et d'investir notamment dans les HLM, nous donnerons la priorité de ces logements aux familles françaises.

- Nous soutiendrons également la propriété immobilière en créant un programme spécifique d'« accession sociale à la propriété » pour les familles françaises aux revenus modestes actuellement locataires.

- Nous faciliterons l'accès des jeunes couples au premier logement.

- Nous serons aussi, par exemple, attentifs à l'aspect spéculatif et la dérive immobilière qui touchent notre région. Nous engagerons une véritable et vigilante « politique

d'aménagement » du territoire pour qu'ainsi nos jeunes actifs puissent « vivre et travailler dans au pays ».

- Nous privilégierons la « ville classique » et revitaliserons les centres-villes en favorisant les commerces de proximités, notamment dans le cadre d'une véritable « Politique de la Ville » en soutenant les petits commerces abandonnés par les pouvoirs publics, livrés à la concurrence déloyale de la grande distribution, victimes de l'insécurité et du racket fiscal (cf. Béziers).

B. Aménagement du territoire – Restaurer la ruralité :

Toujours dans le cadre de la lutte contre la fracture régionale, et dans le souci de la préservation du « tissu social rural », nous mettrons en place une politique d'aide et de soutien aux zones rurales c'est-à-dire, *aux campagnes, aux villages et aux communes qui fondent nos racines et font battre le cœur de notre région.*

- Nous nous attacherons à maintenir les services publics, les commerces, les écoles en zone rurale (sans clivage politique et républicain).
- Nous défendrons la chasse contre les diktats de Bruxelles et demanderons le transfert des compétences de l'Union Européenne vers les régions françaises pour les dates d'ouvertures et de fermetures. « Pas de pays sans paysan, sans chasseurs et sans pêcheurs » !
- Nous veillerons et contribuerons à la préservation de la biodiversité et les paysages de nos campagnes.
- Refuser la « banlieurisation » de nos villages.

C. Aménagement du territoire – Transports :

« Améliorer l'offre de transport sans traquer les automobilistes »

Dans la dernière « mouture » du SRADDT, Monsieur Frêche avait pour objectif de rapprocher le domicile du travail pour le ramener à 30 minutes, mais sans trop évoquer les transports en commun et l'intermodalité, sinon à revenir au niveau des années 1970.

A la fin du 19^{ème} siècle, début 20^{ème}, le maillage ferroviaire d'antan était un véritable maillage, un réseau de communication que nous avons laissé disparaître et que nous devons restaurer et remettre d'actualité. Cette carence est nuisible à l'équilibre écologique de notre région, mais ce sont aussi nos compatriotes qui en pâtiront le plus, car pour nos compatriotes, il faudra continuer de travailler, de se déplacer et de payer l'essence, quand ils le pourront, et toujours plus chère grâce à la juteuse taxe carbone. ...

Cette mission d'aménagement du territoire est une mission d'ordre et de service public. Et, même si certaines lignes ne sont pas rentables : elles devront exister, être créées ou maintenues. C'est le même principe que celui de La Poste : celui de l'égalité de traitement et des droits pour chaque citoyen sur notre territoire

- Nous créerons une structure commune chargée de coordonner et d'harmoniser les différentes politiques des transports régionaux, comprenant la région, les départements, les Communautés de Communes et les communes et afin surtout de mettre en place un véritable maillage ferroviaire qui desserve les zones d'emplois.
- Nous exigerons par contrat de la SNCF que les TER arrivent et partent à l'heure ainsi qu'un véritable service minimum, en cas de grève, notamment aux horaires où les salariés vont au travail.
- Nous mettrons en place une police ferroviaire qui sécurise et protège les usagers du Ter.

- Nous nous attacherons à améliorer l'irrigation routière des bassins d'emplois et supprimer les points noirs et dangereux existants.
- Nous accélérerons la mise en place des déviations et rocade autour des communes asphyxiées par la circulation
- Nous créerons le « chèque permis de conduire ».(?)

D. Aménagement du territoire – Risques naturels :

La prise en compte des critères de qualité environnementaux ne doit pas nous faire oublier les vrais risques et les vrais enjeux qu'encourt notre Région, c'est pourquoi la qualité de vie de nos concitoyens et à la préservation de notre patrimoine commence par leur mise en sécurité, ainsi notre priorité sera aussi et surtout :

- La lutte contre les inondations (barrages, digues, bassins de rétention, recalibrage des cours d'eau),
 - La lutte contre les incendies (débroussaillage, coupe-feux),
 - La lutte contre la sécheresse (prolongement du canal du Bas-Rhône jusqu'aux Pyrénées-Orientales et seulement jusqu'aux Pyrénées Orientales).
- Sur ces thèmes, la région a pris un retard considérable en matière de sécurité environnementale, elle s'est même laissée aller à une dangereuse et criminelle inertie.
- Améliorer la qualité de l'eau et les réseaux de distribution sur l'ensemble du territoire. (cf. Nîmes qui perd près d'un tiers de sa ressource en eau dans des canalisations vétustes et non entretenues).
 - Préserver la qualité de l'air, des sols, des nappes phréatiques...

<h3>3. CREER ET DEVELOPPER L'ECONOMIE DE PROXIMITE RELOCALISER L'ECONOMIE:</h3>
--

Il faut changer de politique commerciale pour relancer commerce et emploi. Le résultat des 20 dernières années de la politique économique et commerciale de la France, en vertu d'accords économico-mondialistes avec l'accord de l'UE et la responsabilité coupable de nos dirigeants, a eu pour résultat la fin de secteurs et de pans entiers de l'économie industrielle en France, avec à la clé la perte de centaines de milliers d'emplois. Il en va de même aujourd'hui dans le secteur de l'Electroménager, de la Hi-Fi, de l'informatique ... On ne compte plus les secteurs sinistrés ; car en réalité, **contrairement à ce qu'affirment les libéraux, il n'existe pas de secteurs à forte valeur ajoutée dans lesquels pourraient se spécialiser nos pays.** La Chine fabrique des voitures, l'Inde fabrique du matériel informatique ... Ces Etats sont donc en train de détruire l'ensemble de notre tissu industriel et **bientôt nous serons dans la même situation que les Etats-Unis, dont les capacités de production propres sont très faibles et qui importent la plupart des biens de consommation.**

Nous devons changer de politique commerciale pour relancer la croissance et l'emploi. Et nous devons aussi reconstruire un tissu industriel par le biais de prêts à taux zéro garantis par l'Etat, ainsi que par des participations de ce dernier dans le capital de certaines entreprises afin d'aider à la croissance d'un secteur en difficulté.

Nous devons changer radicalement de politique si nous ne voulons pas encore voir augmenter le chômage et la pauvreté, la disparition de notre agriculture et de notre viticulture.

La priorité est la relocalisation d'activités locales, le développement d'activités de production de petites unités régionales, la commercialisation par des circuits courts, le développement et la préservation de productions agricoles de proximité,..... Il faut reconquérir tout ce que les grandes surfaces et l'ultralibéralisme mondialiste et européen ont détruit [chaque emploi créé

dans la grande distribution détruit 3 emplois dans le commerce de proximité]... Il faut également libérer le consommateur, prisonnier de ces grandes surfaces et concevoir l'économie de proximité comme un rempart contre des menaces mondialistes et le délitement du lien social [ce qui n'exclue pas les Tic, justement, et la « proximité à distance » via Internet]. L'économie de proximité offre un critère de qualité, le sens de l'écoute et du service, qui donne un supplément d'âme à cette économie, à nos vies, à la personne/l'humain.

Les commerces de proximité :

Une profession sinistrée : En 40 ans d'essor de la grande distribution, 190 000 commerces de proximité ont disparu. Dans le même temps, 30 000 stations-services fermaient. Ce sont en tout 1 million d'emplois qui ont été supprimés.

Le commerce de proximité sacrifié au profit de la grande distribution : Parallèlement à la disparition des commerces de proximité, la grande distribution a connu un développement continu et anarchique. Après une année 2009 record en terme d'ouvertures de nouveaux magasins, près de 738 projets de centres commerciaux et galeries marchandes de plus de 5000 m² devaient ouvrir en 2009.

Le commerce de proximité victime de l'insécurité : Isolés et abandonnés par les pouvoirs publics, les commerces de proximité sont la cible d'une insécurité permanente. A Marseille, on recense 3 à 4 braquages par jour et de 2 à 3 dans certains départements d'Ile de France.

Le commerce de proximité étranglé par l'Etat : La loi de Modernisation de l'économie adoptée par le gouvernement et encouragée par la commission de Bruxelles permet désormais l'ouverture sans autorisation de surfaces de moins de 1000 m².

Avec l'accord de Sarkozy, la grande distribution va lancer de nouveaux concepts de magasins de « proximité » ouverts 7 jours sur 7 et de 8 heures à 23 heures. C'est la mort des petits commerces indépendants déjà harcelés par l'administration fiscale (Urssaf) et les réglementations draconiennes en matière d'urbanisme.

Pour la sauvegarde du commerce de proximité et de ses emplois, nous nous battons pour obtenir :

- Le gel effectif des surfaces actuelles des supermarchés. Toute nouvelle création devant être gagée par la suppression d'une surface équivalente, l'interdiction d'implantation de grandes surfaces en centre-ville.
- La lutte contre les abus de position dominante de la grande distribution en s'opposant au quasi-monopole de leur centrale d'achat (en protégeant les agriculteurs et viticulteurs de leurs exigences léonines et mortifères).
- La valorisation des produits traditionnels, pour favoriser le petit commerce et l'artisanat.
- Le rétablissement de la sécurité qui doit permettre aux commerçants d'exercer leurs activités professionnelles en toute sérénité.

4. DEFENDRE ET PRESERVER NOTRE PATRIMOINE NATUREL ET HUMAIN: LA VITICULTURE, L'AGRICULTURE et LES PRODUITS DE LA MER

Ces 3 secteurs, primordiaux pour notre région, procèdent tous deux de la conservation et de la défense de notre patrimoine et du soutien de notre tissu social et économique, mais il s'agit aussi, pour l'agriculture et la viticulture, de notre autosuffisance alimentaire.

A. Défendre le patrimoine naturel:

Pour ce qui concerne la viticulture, le Front national dénonce depuis des années l'hypocrisie et la complicité de nos gouvernants et politiciens qui prétendent exercer leur sollicitude envers une profession traditionnellement exportatrice mais que l'Etat pénalise sur le marché intérieur sous prétexte de lutte contre « l'alcoolisme »...

Pour la conchyliculture, nous dénonçons également ces procédures de prélèvement et d'analyses dont les critères aboutissent pratiquement systématiquement à l'interdiction de la vente d'huîtres et de moules, aux périodes stratégiques, selon des critères contestables.

Le Front National a toujours dénoncé également les « quotas » de pêche imposés par l'UE qui étranglent et asphyxient tout le secteur de la pêche...

Pour le reste, tout s'est fait, aggravé, amplifié avec l'assentiment et le soutien permanent ou le coupable « laisser-faire » du gouvernement français qui refuse ne serait-ce que de prendre en compte le risque d'explosion sociale et de destruction irrémédiable de notre patrimoine naturel et qui se fout du sort de nos agriculteurs, viticulteurs, arboriculteurs, éleveurs, pêcheurs... Tout ceci est aggravé et amplifié par la scandaleuse Politique Agricole Commune qui vise à éliminer nos agriculteurs et nos viticulteurs du Paysage Agricole Français.

C'est pourquoi nous demanderons et nous ferons tout pour obtenir :

- La création d'une Caisse de compensation de la dette paysanne chargée de l'amortir, jusqu'au rétablissement de l'équilibre financier des exploitations, bâtie sur le modèle de la structure de défaisance qui a été mise en place pour la dette du Crédit Lyonnais. C'est un « chèque » à négocier avec Bruxelles.

- L'exonération en 5 ans des entreprises agricoles de toutes charges fiscales et sociales pour restituer aux agriculteurs la plus-value de compétitivité qui leur a été confisquée au profit du secteur de la distribution et des services. Soit 2,7 milliards d'euros.

- La création d'un Fonds d'intervention pour la campagne sur le modèle du fonds d'intervention pour la ville, avec le même budget. Soit 200 millions d'euros

- La création d'un Établissement public, sur le modèle du Conservatoire du littoral et appelé Conservatoire du patrimoine viticole. Il aura trois missions : assurer l'installation des jeunes vignerons, mener une grande politique de mise en marché, éviter le hold-up financier en cours où le vignoble du Sud européen en général, et français en particulier, devient la dernière réserve foncière disponible pour l'émigration des « 3e âge » de l'Europe du Nord en quête de foncier bon marché disponible. Soit 30 millions d'euros. Nous devons, à l'instar des espagnols et de leurs législateurs, reconnaître à notre viticulture sa valeur patrimoniale et nationale, permettant ainsi sa publicité et sa promotion

- Enfin, NOUS PROPOSERONS à Bruxelles une nouvelle technologie douanière faite de droits de douane déductibles permettant de protéger notre marché, notamment de fruits et légumes et d'aviculture, contre le dumping salarial, sanitaire et environnemental du Brésil, par exemple, tout en permettant à ces pays du Sud, via un crédit douanier déductible de leurs achats en Europe, de conserver un avantage compétitif, afin de maintenir un commerce international positif pour tous, s'il est à armes égales.

Voilà quelques mesures de salut public qu'il conviendra de prendre en urgence. L'heure est grave, il ne faut plus perdre de temps car à l'horizon 2013 – 2015, il sera trop tard. Il suffit d'une déclaration de cessation de paiement et de quelques feuilles de jugement pour voir mourir une exploitation agricole, 10 à 15 ans sont nécessaires pour en recréer une...

- Le label « Sud de France » pour les produits régionaux, dans laquelle la région a déjà beaucoup investi, existe, mais nous veillerons à être plus précis et surtout plus stricts quant au cahier des charges afin de voir promus des produits qui proviennent réellement de notre région.

B. Préserver notre patrimoine naturel, promouvoir les énergies propres :

Le Front National dénonce les carences de l'Etat en matière de recherche et de développement des technologies « alternatives »... (au profit des lobbies pétro-chimiques qui font leur fortune) et notamment l'absence d'entretien et d'innovation en matière nucléaire...

- Nous reconstruirons une économie en engageant la création d'entreprises ou la reconversion d'entreprises qui fabriqueraient en région des panneaux photovoltaïques ou d'autres énergies propres. Corollairement, nous pourrions négocier le prix de ces panneaux afin qu'ils soient abordables pour les ménages aux revenus moyens ou modestes.

- Les technologies de pointe doivent être perfectionnées et nous soutiendrons la recherche sur les énergies renouvelables. La biomasse et la géothermie, secondairement la cogénération industrielle, pourraient fournir des sources d'énergie alternatives intéressantes.

C. Défendre notre patrimoine humain :

- **Inscrire notre agriculture et notre viticulture régionales dans le cadre d'une « Charte Régionale de Solidarité »** au même titre que la marque « Commerce équitable » qui tend, au nom de la solidarité internationale, à défendre les droits de l'homme, acheter équitable, promouvoir la paix, voyager solidaire, respecter l'environnement et, à travers ses achats, s'engager à aider les petits producteurs de l'hémisphère sud en achetant des produits issus du « Commerce équitable »(*). [(*) *Afin que ces producteurs puissent ainsi mieux vivre, améliorer leurs outils de travail, envoyer leurs enfants à l'école, accéder aux soins médicaux indispensables...*].

Nous devons nous aussi être solidaires et consommer pour un monde plus juste, pas seulement dans le cadre d'une semaine spéciale « solidarité internationale » mais, toute l'année, dans le cadre d'une politique de « Solidarité Régionale » afin de permettre aux exploitants de notre région de vivre de leur travail, de préserver leur outil de travail, d'envoyer leurs enfants à l'école et de les inciter à prendre la suite de l'exploitation familiale, ... d'accéder aux soins médicaux indispensables que certains ne peuvent déjà plus se payer.

Cette démarche permettra également de contribuer à entretenir le tissu social et économique de notre région, de nos départements, de nos campagnes, de nos villages et permet d'économiser notre quota de « pollution » en éliminant et en diminuant les énergies dépensées pour le transport de ces marchandises.

Cette démarche nous permettra également de préserver notre agriculture et notre viticulture bradées par l'Europe au nom d'un nouvel ordre mondial économique et sacrifiées par nos gouvernants Umps. Nous préserverons ainsi notre autosuffisance alimentaire.

- Nous veillerons et contribuerons à réinstaurer les « circuits courts » en matière d'agriculture de proximité.

- Nous avons une vocation agricole régionale à dimension humaine et d'une haute qualité, nous devons **soutenir cette agriculture familiale, raisonnée, biologique** et les produits du terroir.

D. Préserver notre patrimoine humain :

- Nous veillerons à la mise en place de formations pour les jeunes aux métiers de demain en matière environnementale, d'énergie renouvelable, d'économie d'énergie, de sécurité sur l'eau, de gestion de la ressource...
- Ainsi qu'en matière d'apprentissage agricole, viticole, vinicole... (peut-être déjà existant mais à développer et perfectionner...)
- Nous ouvrirons ces formations, dans le cadre de la formation professionnelle, aux artisans ou aux entreprises dans le cadre de reconversions, de réinsertions ou de perfectionnement afin de préserver notre économie régionale. (Plombiers : formation chauffe-eau solaire ... bâtiment : Puits canadien...etc...)

5. PRIMAUTE ACCORDEE A L'INTERET GENERAL :

Monsieur Frêche, à l'instar de Madame Royal, se targue d'être le champion de « l'écologie » : Foutaises !... Et il le sait. Mais c'est électoralement vendeur. Pour Sarkozy, Couderc et leurs amis, c'est très rentable...Un terme doit être mis au saupoudrage, au clientélisme, au favoritisme et à l'électoratisme, à l'esbroufe, aux promesses non tenues, aux cautères sur jambes de bois, à « l'imposture écologique » et aux « postures électorales » : La fracture régionale se creuse chaque jour davantage. Il y a urgence.

C'est pourquoi le Front national s'engage à ASSAINIR LA POLITIQUE.

Avec le Front National

et la liste « UN IDEAL FRANÇAIS DANS UN CŒUR LANGUEDOCIEN »,

TOUT PEUT CHANGER :

MOINS D'IMPÔTS, PLUS DE SECURITE (économique, sociale, environnementale, civile...), LES FRANCAIS D'ABORD !

Nous nous engageons à assumer notre rôle et nos engagements politiques,

Nous engageons à défendre notre région, ces femmes et ces hommes qui y vivent et y travaillent,

C'est à nos compatriotes qu'il appartiendra, demain, d'assumer le leur et d'aller voter.